

DELIBERATION N° 2018-66

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 10 JUILLET 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants et L. 718-7 et suivants,
Vu le décret n° 2015-220 du 25 février 2015 portant création de la Communauté d'Universités et Etablissements «Université Côte d'Azur » et approbation de ses statuts,
Vu le décret n° 2018-564 du 30 juin 2018 relatif à la contribution prévue à l'article L. 841-5 du Code de l'éducation,
Vu l'arrêté du 25 mai 2018 accréditant la Communauté d'universités et établissements Université Côte d'Azur en vue de la délivrance des diplômes nationaux,
Vu le contrat de site signé le 3 juillet 2018,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

APPROUVE les modalités selon lesquelles l'Université Nice Sophia Antipolis appuie la COMUE Université Côte D'azur (UCA) pour la gestion des diplômes délivrés par UCA, décrites par la convention annexée à la présente délibération.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix, 23 voix pour et 4 abstentions.

Membres en exercice : 36


Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le **16 JUIL 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-66

TRANSMISE AU RECTEUR : **19 JUIL 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.

CONVENTION UNS/UCA précisant les modalités de l'appui de l'Université Nice Sophia Antipolis à la COMUE Université Côte d'Azur pour la gestion des diplômes délivrés par UCA

Entre,

L'Université Nice Sophia Antipolis, Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPCSCP), ci-après dénommé (UNS), domicilié, 28 Avenue Valrose, 06 103 Nice Cedex 2,

Représentée par son Président, Monsieur Emmanuel TRIC,

Et,

Université Côte d'Azur, Communauté d'Universités et Etablissements (COMUE), Etablissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPCSCP), ci-après dénommé (UCA), domicilié Grand château, 28, avenue Valrose, 06 103 Nice Cedex 2,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Marc GAMBAUDO,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L711-1 et suivants et L.718-7 et suivants,

Vu le décret n° 2015-220 du 25 février 2015 portant création de la Communauté d'Universités et Etablissements « Université Côte d'Azur » et approbation de ses statuts,

Vu le décret n° 2018-564 du 30 juin 2018 relatif à la contribution prévue à l'article L. 841-5 du code de l'éducation,

Vu l'arrêté du 25 mai 2018 accréditant la Communauté d'universités et établissements Université Côte d'Azur en vue de la délivrance des diplômes nationaux,

Vu le contrat de site signé le 3 juillet 2018,

Vu la délibération n°... du Conseil d'Administration du 10 juillet 2018 de l'UNS ;

Vu la délibération n° ...du Conseil d'Administration du 16 juillet 2018 d'UCA,

PREAMBULE :

Il a été convenu et arrêté ce qui suit : les membres formant Université Côte d'Azur (UCA) se sont inscrits dans une perspective destinée à renforcer la visibilité, la notoriété et l'intégration de l'enseignement supérieur et de la recherche de la Côte d'Azur.

Cette politique induit le renforcement d'une stratégie concertée et coordonnée visant notamment, pour ce qui concerne les EPCSCP qui y participent, une convergence de moyens sur les sujets qui sont ou ont vocation à être conduits par la COMUE.

Dès l'origine, les statuts de cette dernière puis le nouveau contrat de site 2018/2022 signé le 3 juillet 2018, prévoient expressément, dans la phase transitoire qui devra mener les acteurs vers un établissement rassemblé, la possibilité pour la COMUE de faire opérer par ses membres des activités dont elle a la compétence.

La volonté de donner une réelle visibilité à UCA conduit à progressivement confier à cet établissement des missions supportées par ses membres. Pour autant, et dans l'intervalle, jusqu'à la transformation du statut des établissements, il apparaît préférable et de meilleure gestion de faire opérer par l'un ou l'autre membre certaines de ces missions.

Il en va ainsi notamment de la gestion de la plupart des diplômes de Master et de Doctorat pour lesquels UCA est accréditée.

Aussi, la présente convention cadre est-elle soumise dans les mêmes termes à Université Nice Sophia Antipolis (UNS) et à UCA. Elle doit permettre de préciser le cadre juridique et financier propre à cette mise en œuvre : UCA déterminant les objectifs et UNS mobilisant ses moyens et percevant directement les ressources spécifiques obtenues pour couvrir les missions opérées au nom de la COMUE.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir la relation entre l'UNS et UCA pour la gestion des usagers, (étudiants et stagiaires de formation continue...) et la délivrance des diplômes nationaux délivrés par UCA en application de l'arrêté du 25 mai 2018 susvisé, et des diplômes d'établissement, à l'exclusion des diplômes d'établissement IDEX, dans le respect des dispositions réglementaires et statutaires de ces deux établissements.

Elle n'est pas exclusive d'autres conventions qui pourront intervenir entre UNS et UCA pour traiter d'autres problématiques.

Article 2 : Obligations de l'UNS

L'UNS met à la disposition d'UCA ses compétences et moyens pour assurer, en collaboration avec les agents d'UCA, la gestion matérielle des activités liées à la scolarité des usagers inscrits pour l'obtention des diplômes délivrés par UCA mentionnés à l'article précédent.

Pour ce faire, l'UNS assure la gestion des diplômes mentionnés à l'article précédent, et de toute activité nécessaire au bénéfice des usagers qui y sont inscrits. Ces derniers bénéficient des services offerts aux usagers de l'UNS.

Article 3 : Obligations d'UCA

UCA assume la responsabilité des actions de formation mais confie à l'UNS la gestion administrative et financière, ainsi que toutes les activités se rapportant à la scolarité et à la vie universitaire des usagers qui y sont inscrits.

UCA s'engage à reverser l'ensemble des versements qu'elle aurait perçu pour des missions assumées par l'UNS.

Les éventuelles contributions afférentes aux services mentionnés au deuxième alinéa de l'article 2 de la présente convention seront perçues par ou reversées à l'UNS.

Article 4 : Modalités juridiques de l'appui de l'UNS à UCA

La gestion des diplômes demeurant sous la responsabilité d'UCA, une délégation de signature du Président d'UCA vers les opérateurs d'UNS (Doyens, Directeurs, responsables administratifs, ...) sera consentie.

Les conventions avec des tiers pouvant être nécessaires pour la mise en œuvre des actions de formation, et notamment les conventions internationales, seront signées conjointement par l'UNS et UCA.

Article 5 : Ressources humaines

Une convention spécifique encadrera les modalités selon lesquelles les personnels enseignants de l'UNS pourront intervenir dans le cadre des diplômes d'UCA, notamment pour le décompte de leurs obligations de service ou pour les primes liées à l'exercice de certaines responsabilités.

Les interventions des personnels administratifs de l'UNS dans le cadre des diplômes délivrés par UCA entrent dans leurs obligations de service.

Article 6 : Mutualisation

Les deux établissements conjuguent leurs efforts pour mutualiser leurs moyens. L'UNS met à la disposition d'UCA tout moyen, et notamment ceux déployés par ses services communs, pour le bénéfice des usagers inscrits dans les diplômes mentionnés à l'article 2.

Article 7 : Responsabilités

Chaque structure devra prévoir de garantir les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers par toutes personnes la représentant ou placées sous sa garde ou son autorité (y compris les élèves et stagiaires lorsqu'ils participent à des activités organisées par elle) ou intervenant pour son compte à quelque titre que ce soit.

Article 8 – Durée de la convention.

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par les parties. Elle est prévue pour la durée de l'accréditation des établissements. Elle pourra faire l'objet d'une reconduction expresse.

Les établissements pourront y mettre fin, d'un commun accord signifié par accusé réception, avant son terme.

ARTICLE 9 – Modification de la convention

Toute modification à la présente convention s'effectuera par avenant dûment signé par les parties.

Article 10 – Résiliation

La résiliation peut intervenir :

- par dénonciation de la présente convention par l'une des parties avec un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de non-respect des termes de la convention.

Toutefois, la résiliation se fait « sans préjudice de l'étudiant » et les parties s'engagent à assumer les formations concernées jusqu'au terme de l'année universitaire en cours.

Article 11 – Litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout différend né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention.

En cas d'échec, les parties, chacune prise en la personne de tout représentant dûment habilité pour ce faire, s'engagent à envisager l'opportunité de recourir à une médiation.

A défaut de solution amiable, le tribunal administratif de Nice sera compétent pour connaître le litige.

Fait à Nice en 2 exemplaires originaux, le/..../18.

Le Président de l'Université Nice Sophia Antipolis,

Le Président d'Université Côte d'Azur,